

PLAN LOCAL D'URBANISME de LES MOUSSIERES

8. – Recueil des Servitudes d'Utilité Publiques (SUP) et bois et forêts soumis au régime forestier



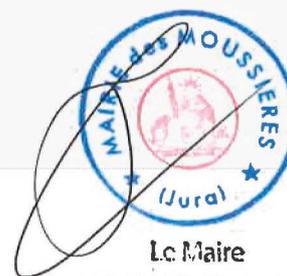
Révision prescrite le 20.11.2009

Dossier arrêté le 10.07.2015

Mis à l'enquête publique du 16.08.2016 au 15.09.2016

PLU approuvé le 12.12.2016

Vu pour rester annexé à la DCM du 12.12.2016



Le Maire
ROCHET Christian

SOLIHA
SOLIDAIRES POUR L'HABITAT

JURA

32 rue Rouget de Lisle - BP 20460 - 39007 LONS LE SAUNIER CEDEX
☎ : 03 84 86 19 10 / 📠 : 03 84 86 19 19
Email : contact@jura.soliha.fr site internet : www.jura.soliha.fr



SCIENCES ENVIRONNEMENT
Bureau d'études d'ingénierie, conseils
et services

AGENCE DE BESANCON – Siège social - 6, boulevard Diderot - 25000 BESANCON
☎ : 03.81.53.02.60

Email : besancon@sciences-environnement.fr
site internet : www.sciences-environnement.fr

Les Servitudes d'Utilités Publiques sont des limitations administratives du droit de propriété et d'usage du sol. Elles sont visées par l'article L.126-1 du Code de l'Urbanisme. Mises en œuvre par les Services de l'Etat, elles s'imposent aux autorités décentralisées lors de l'élaboration des documents d'urbanisme. Il y a obligation pour le PLU de respecter les Servitudes d'Utilités Publiques.

1. SERVITUDE ATTACHEE A LA PROTECTION DES EAUX POTABLES (TYPE AS1)

Servitude instituée en vertu des articles L 1321-2 et R 1321-13 du Code de la Santé Publique

Texte instituant la servitude: arrêté préfectoral n°203 en date du 14/02/2007

Servitude de type AS1

Catégorie : IA c

Ouvrages concernés :

- Captage d'eau potable à partir de la retenue collinaire de l'Embouteilleux sur la commune de la Pesse (au bénéfice du SIE du Haut Jura Sud).

Service:

Agence Régionale de Santé
Veille Sécurité Sanitaire et Environnementale
Délégation Territoriale du Jura (ex-DDASS)
Département Santé Environnement
4, rue du Curé Marion
BP 60348
39015 LONS LE SAUNIER Cedex

Description de la servitude:

Le secteur ouest de la « Grande Molune » est concerné par le périmètre de protection éloigné de l'Embouteilleux qui alimente en eau potable le SIAEP du Haut Jura Sud.

Dans ce périmètre éloigné, l'arrêté de protection datant du 16 janvier 2007 dispose en son article 6.3 que les parcelles boisées doivent conserver leur couvert forestier.

PREFECTURE DU JURA

DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTÉRIELLES
ET DES COLLECTIVITES LOCALES

Bureau de l'environnement et du cadre de vie

Arrêté n° 203

Syndicat intercommunal des eaux du Haut Jura Sud

Prise d'eau de la retenue collinaire de l'Embouteilleux
sur la commune de La Pesse

Arrêté portant déclaration d'utilité publique :
♦ de la dérivation des eaux superficielles
♦ de l'instauration des périmètres de protection

Arrêté portant autorisation de traiter et de distribuer au public de l'eau
destinée à la consommation humaine

Arrêté portant autorisation de prélèvement au titre des articles
L.214-1 à L.214-6 du code de l'environnement

LE PREFET DU JURA,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre national du Mérite

- VU le code général des collectivités territoriales ;
- VU le code de l'expropriation ;
- VU le code de l'environnement & notamment les articles L.214-1 à L.214-6 sur les régimes d'autorisation et de déclaration, l'article L.215-13 relatif à l'autorisation de dérivation des eaux dans un but d'intérêt général et l'article L.432-5 sur les débits réservés ;
- VU le code du domaine de l'Etat ;
- VU le code de la santé publique & notamment les articles L.1321-1 à L.1321-10 et les articles R. 1321-1 à R. 1321-63 concernant les eaux destinées à la consommation humaine ;
- VU le code de l'urbanisme & notamment les articles L.126-1 et R.126-1 à R.126-2 ;
- VU le code de justice administrative ;
- VU le code rural ;
- VU le code forestier ;

- VU la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 modifiée relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre la pollution ;
- VU la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;
- VU la loi n° 95-101 du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement ;
- VU la loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité ;
- VU la loi n° 2004-806 du 9 août 2004 relative à la politique de santé publique ;
- VU la loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques ;

- VU le décret n° 67.1094 du 15 décembre 1967 sanctionnant les infractions à la loi n° 64.1245 du 16 décembre 1964 modifiée relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre la pollution ;
- VU les articles 6,8 & 9 du décret n° 73-219 du 23 février 1973 portant application des articles 40 & 57 de la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 modifiée relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre la pollution ;

.../...

- VU le décret n° 93-742 du 29 mars 1993 modifié relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues par l'article 10 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau (articles L.214-1 à L.214-6 du code de l'environnement) ;
- VU le décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration pris pour l'application des articles L.214-1 à L.214-6 du code de l'environnement ;
- VU le décret n° 94-841 du 26 septembre 1994 portant application de l'article 13-III de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau, relatif à l'information sur la qualité de l'eau distribuée en vue de la consommation humaine ;
- VU le décret n° 95-635 du 6 mai 1995 relatif aux rapports annuels sur le prix et la qualité des services publics de l'eau potable et de l'assainissement ;
- VU le décret n° 2006-570 du 17 mai 2006 relatif à la publicité des servitudes d'utilité publique instituées en vue d'assurer la protection de la qualité des eaux destinées à la consommation humaine et modifiant le code de la santé publique ;
- VU le décret n° 2007-49 du 11 janvier 2007 relatif à la sécurité sanitaire des eaux destinées à la consommation humaine ;

- VU l'arrêté du 22 novembre 1993 relative au code des bonnes pratiques agricoles ;
- VU l'arrêté du 30 avril 2002 relatif au référentiel de l'agriculture raisonnée ;
- VU l'arrêté du 26 juillet 2002 relatif à la constitution des dossiers mentionnés aux 5, 10, 28 et 44 du décret n° 2001-1220 du 20 décembre 2001 ;
- VU les arrêtés du 11 septembre 2003 fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrains soumis à déclaration ainsi qu'aux prélèvements soumis à déclaration ou autorisation relevant de la nomenclature ;
- VU l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine mentionnées aux articles R. 1321-2, R. 1321-3, R. 1321-7 et R. 1321-38 du code de la santé publique ;
- VU l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif au programme de prélèvements et d'analyses du contrôle sanitaire pour les eaux fournies par un réseau de distribution, pris en application des articles R. 1321-10, R. 1321-15 et R. 1321-16 du code de la santé publique ;

- VU la circulaire du 24 juillet 1990 relative à la mise en place des périmètres de protection des points de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine ;
- VU la circulaire du 19 février 1998 relative à l'information sur la qualité des eaux d'alimentation à joindre à la facture d'eau ;
- VU la circulaire DGS/VS4/2000/166 du 28 mars 2000 relative aux produits de procédés de traitement des eaux destinées à la consommation humaine ;
- VU la circulaire DGS/SD7A/2003/633 du 30 décembre 2003 relative à l'application des articles R. 1321-1 et suivants du code de la santé publique concernant les eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux minérales naturelles ;

- VU le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Rhône-Méditerranée-Corse (SDAGE – RMC), adopté par le comité de Bassin et approuvé par le Préfet coordonnateur de bassin le 20 décembre 1996 ;

- VU la délibération du conseil syndical du Syndicat intercommunal des eaux du Haut Jura Sud en date du 19 mai 1998 sollicitant la mise en œuvre de la procédure de protection du captage de la prise d'eau dans la retenue collinaire de l'Embouteilleux ;

- VU l'arrêté préfectoral n°98/143 du 11 août 1998 portant autorisation des installations de traitement de la station de l'Embouteilleux en vue de la production d'eaux destinées à la consommation humaine sur le réseau de distribution du Syndicat intercommunal des eaux du Haut Jura Sud ;

- VU le rapport de l'hydrogéologue agréé en matière d'eau et d'hygiène publique en date du 1er janvier 2003 ;

- VU la décision du tribunal administratif de Besançon en date du 9 décembre 2005 portant désignation de Monsieur Jean-Claude GAILLARD en qualité de commissaire enquêteur ;

- VU le dossier soumis à l'enquête publique ;

- VU les pièces constatant que l'arrêté préfectoral n° 05/2006 en date du 31 janvier 2006 a été publié et affiché, qu'un avis au public d'ouverture d'enquête a été inséré dans deux journaux et que le dossier d'enquête est resté déposé en mairie pendant 17 jours consécutifs du 23 février au 11 mars 2006 dans la commune de La Pesse ;

- VU les avis et conclusions du commissaire enquêteur en date du 28 juin 2006 ;

VU l'avis favorable du sous-préfet de Saint-Claude en date du 11 juillet 2006 ;

VU l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques en date du 24 octobre 2006 ;

VU le document établi le 16 janvier 2007 par le Syndicat intercommunal des eaux du Haut Jura Sud exposant les motifs et considérations justifiant le caractère d'utilité publique de l'opération, ci-annexé ;

Considérant qu'il convient de protéger la ressource en eau et que, dès lors, la mise en place des périmètres de protection autour de la prise d'eau dans la retenue collinaire de l'Embouteilleux, ainsi que les mesures envisagées, constituent un moyen efficace pour faire obstacle aux pollutions susceptibles d'altérer la qualité de ces eaux destinées à la consommation humaine ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture du Jura :

ARRETE

DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

ARTICLE 1^{ER} - DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

Sont déclarées d'utilité publique au bénéfice du Syndicat intercommunal des eaux du Haut Jura Sud :

- La dérivation des eaux pour la consommation humaine à partir de la prise d'eau superficielle dans la retenue collinaire de l'Embouteilleux, située sur la commune de La Pesse, conformément au plan annexé ;
- La création des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée autour de ce captage.

ARTICLE 2 - AUTORISATION DE PRELEVEMENT

Le Syndicat intercommunal des eaux du Haut Jura Sud est autorisé à prélever et à dériver une partie des eaux superficielles à partir de la prise d'eau de la retenue collinaire de l'Embouteilleux, dans les conditions fixées par le présent arrêté.

ARTICLE 3 - CAPACITE DE POMPAGE

Le volume maximum de prélèvement autorisé sur la prise d'eau est respectivement de :

- Débit horaire : 60 m³/heure
- Débit journalier : 900 m³/jour

Les installations doivent disposer d'un système de comptage permettant de vérifier en permanence ces valeurs conformément à l'article L.214-8 du Code de l'Environnement.

L'exploitant est tenu de conserver 3 ans les dossiers correspondant à ces mesures et de les tenir à la disposition de l'autorité administrative.

Afin de satisfaire les autres usages de l'eau situés à l'aval immédiat d'une part, et afin de maintenir l'intégrité des écosystèmes aquatiques d'autre part, l'excédent capté retournera au milieu naturel au plus près du point de captage.

ARTICLE 4 - CARACTERISTIQUES, LOCALISATION ET AMENAGEMENT DU CAPTAGE

La retenue collinaire de l'Embouteilleux a été créée artificiellement en 1989.

Une digue, réalisée avec les matériaux argileux présents sur le site (marnes bleues du Miocène) barre la partie ouest du vallon de l'Embouteilleux et crée une retenue principalement alimentée par deux ruisseaux au nord et au sud-est.

Des ouvrages en béton (passerelle et déversoir) permettent les prélèvements et l'évacuation des débits de surverse.

Localisation de la prise d'eau :

Commune de La Pesse, à l'intersection des parcelles n° 1146 et 434 - section A4

Code BSS : 628-6X-022

Coordonnées Lambert : X : 871,640 Y : 150,890 Z : 1120 m

ARTICLE 5 - INDEMNISATION ET DROIT DES TIERS

Le Syndicat intercommunal des eaux du Haut Jura Sud devra indemniser les propriétaires et exploitants des terrains situés dans les périmètres de protection de tout dommage qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par l'instauration de ces périmètres.

Les indemnités qui peuvent être dues aux propriétaires des terrains ou aux occupants concernés sont fixées selon les règles applicables en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique.

ARTICLE 6 - PERIMETRES DE PROTECTION DU CAPTAGE

Des périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée sont établis autour de la prise d'eau dans la retenue collinaire de l'Embouteilleux.

Ces périmètres s'étendent conformément aux indications du plan de situation, du plan cadastral et des états parcellaires annexés au présent arrêté.

ARTICLE 6.1 - PERIMETRE DE PROTECTION IMMEDIATE

Un périmètre de protection immédiate, incluant l'ouvrage de la prise d'eau dans la retenue de l'Embouteilleux et les installations de production de la station de traitement des eaux implantée sur la parcelle n°1066 section A4 de la commune de La Pesse, est défini.

Ce périmètre doit rester propriété du Syndicat intercommunal des eaux du Haut Jura Sud. Il doit prévenir les actes de malveillance et l'accès aux installations de production (prise d'eau et station de traitement) à toute personne étrangère au service de l'eau.

L'accès à la passerelle de la prise d'eau sera fermé par une porte grillagée d'une hauteur de 2 mètres minimum.

L'accès routier à la station de traitement sera interdit par un portail d'une hauteur de 2 mètres et prolongé par une clôture de part et d'autre.

Une signalétique sera apposée sur ces clôtures avec la mention suivante : « *Syndicat des eaux du Haut Jura Sud – Propriété privée – Accès interdit et pêche interdite sauf ayants droits* ».

Dans ce périmètre, toute activité autre que celles liées à l'entretien de la parcelle et la production d'eau destinée à la consommation humaine, est interdite.

ARTICLE 6.2 - PERIMETRE DE PROTECTION RAPPROCHEE

Le périmètre de protection rapprochée défini intègre le plan d'eau de la retenue collinaire de l'Embouteilleux et les rives des deux ruisseaux qui participent à son alimentation.

Des servitudes sont instituées sur les parcelles du périmètre de protection rapprochée mentionnées dans les extraits parcellaires joints en annexe.

Dans ces zones, les activités susceptibles de porter atteinte à la qualité de l'eau seront recensées et régulièrement contrôlées, pour, le cas échéant, mise en conformité avec la réglementation en vigueur.

Prescriptions générales :

- Le périmètre de protection rapprochée est une zone non constructible.
- Les parcelles qui le constituent, devront conserver leur vocation actuelle de prairie, de marais, de tourbière ou de forêt.

Interdictions :

Sur ces parcelles du périmètre de protection rapprochée, sont notamment interdits, sauf extension ou modification d'installations ou de bâtiments existants, autorisés et en conformité avec la réglementation :

- la navigation de bateaux à moteur thermique sur le plan d'eau de l'Embouteilleux ;
- la création de sites de baignade aménagée sur les rives du plan d'eau de l'Embouteilleux ;
- la création de campings ;

- l'implantation d'installations classées pour la protection de l'environnement ;
- l'ouverture et l'exploitation de carrières ;
- les décharges et dépôts de déchets d'origine urbaine, artisanale, industrielle ou agricole ;
- les stockages d'hydrocarbures autres que les stockages de moins de 5000 litres à usage domestique ou agricole, placés dans une cuvette de rétention étanche et incombustible dont la capacité est au moins égale au volume du réservoir ;
- l'épandage de boues de station d'épuration et de matières de vidange ;
- l'utilisation des produits phytosanitaires **herbicides** ;
- les constructions nouvelles à usage d'habitation, à usage commercial, artisanal, industriel ou agricole.

Activités réglementées :

⇒ Stockages d'hydrocarbures

Les stockages d'hydrocarbures (fioul) à usage domestique, agricole ou industriel, recensés dans le périmètre de protection rapprochée, doivent être placés sur une cuvette de rétention étanche et incombustible dont la capacité est au moins égale au volume du réservoir.

⇒ Assainissement des constructions existantes

Les dispositifs d'assainissement individuel des constructions existantes (A 659 Le Crêt Mezu – commune de La Pesse) devront être mis en conformité avec les prescriptions de l'arrêté du 6 mai 1996.

⇒ Exploitations et pratiques agricoles

• *Assainissement des bâtiments d'élevage – Gestion des déjections*

Les installations existantes, qu'elles soient soumises à la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ou qu'elles relèvent des dispositions du règlement sanitaire départemental, doivent être équipées de dispositifs étanches de récupération des déjections animales.

Les purins, les lisiers, les jus d'ensilage et les eaux de lavage doivent également être évacués dans des fosses étanches. Toutes ces installations doivent être dimensionnées pour permettre un stockage minimum de 4 mois.

• *Pratiques agricoles*

Les dispositions du Code de Bonnes Pratiques Agricoles, objet de l'arrêté du 22 novembre 1993, sont rendues d'application obligatoire.

Les quantités d'engrais apportées, ainsi que l'utilisation éventuelle de produits phytosanitaires, doivent être consignées par les exploitants agricoles dans un cahier d'enregistrement.

Ce registre devra comporter au moins les informations suivantes : n° de parcelle, produit, quantité, date, conditions météorologiques.

La tenue de ce registre n'est pas nécessaire si les apports d'engrais font l'objet de plans de fumure à la parcelle et de bilans annuels établis par un organisme compétent.

Ces informations doivent être tenues à disposition de l'autorité sanitaire.

Épandages de fumures organiques (fumiers, purins, lisiers)

Sur les parcelles du périmètre de protection rapprochée, les épandages de fumure organique sont autorisés dans le respect des règles suivantes :

- ils sont formalisés dans les plans d'épandage des exploitations agricoles concernées ;
- les zones aptes à l'épandage sont situées à plus de 35 mètres des rives du plan d'eau de la retenue collinaire de l'Embouteilleux et des 2 ruisseaux qui l'alimentent, sur des parcelles au sol aéré et suffisamment profond (> 20 cm) ;
- les épandages doivent être réalisés en période favorable et de forte activité végétative.

Fertilisation azotée totale (minérale et/ou organique) :

- inférieure à 80 unités d'azote par hectare de Surface Agricole Utile (S.A.U.) et par an.
- Les apports doivent être fractionnés et tenir compte des reliquats d'azote disponibles (plan de fumure prévisionnel).

⇒ Entretien des voiries et autres infrastructures de transport

Le défrichage et l'entretien des abords des voies routières ou des chemins d'exploitation qui traversent ou longent le périmètre de protection rapprochée sont réalisés par des moyens mécaniques à l'exclusion de tout traitement chimique.

→ Exploitation forestière

Les parcelles boisées concernées par le périmètre de protection rapprochée doivent conserver leur couvert forestier.

Lors des travaux forestiers, toutes les précautions doivent être prises pour prévenir les pollutions et le ravitaillement en carburant des engins utilisés se fera en dehors du périmètre de protection, ou à défaut dans des conditions permettant de prévenir toute forme de pollution par des hydrocarbures.

ARTICLE 6.3 - PERIMETRE DE PROTECTION ELOIGNEE

Le périmètre de protection éloignée constitue une zone de vigilance vis-à-vis des activités susceptibles d'altérer la productivité et la qualité de l'eau. Il englobe la totalité du bassin versant de la retenue collinaire de l'Embouteilleux. En cas de besoin, ces activités pourront être réglementées par arrêté préfectoral, en complément de la réglementation générale.

Les parcelles boisées concernées par ce périmètre de protection doivent conserver leur couvert forestier. Lors des travaux forestiers, toutes les précautions doivent être prises pour prévenir les pollutions et le ravitaillement en carburant des engins utilisés se fera en dehors du périmètre de protection, ou à défaut dans des conditions permettant de prévenir toute forme de pollution par des hydrocarbures.

Le défrichage et l'entretien des abords des voies routières ou des chemins d'exploitation qui traversent le périmètre de protection éloignée sont réalisés par des moyens mécaniques à l'exclusion de tout traitement chimique.

ARTICLE 7 - PUBLICATION ET NOTIFICATION DES SERVITUDES

La notification individuelle du présent arrêté sera faite par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, aux propriétaires des parcelles comprises dans les périmètres de protection immédiate et rapprochée, ainsi qu'aux exploitants agricoles concernés.

Lorsque l'identité ou l'adresse d'un propriétaire est inconnue, la notification est faite au maire de la commune sur le territoire de laquelle est située la propriété soumise à servitudes, qui en assure l'affichage et, le cas échéant, la communique à l'occupant des lieux.

Le Syndicat intercommunal des eaux du Haut Jura Sud, bénéficiaire de l'autorisation préfectorale, est chargé d'effectuer ces formalités.

Le maire de la commune de La Pesse conserve l'acte portant déclaration d'utilité publique et délivre à toute personne qui le demande les informations sur les servitudes qui y sont rattachées.

ARTICLE 8 - DELAIS DE MISE EN CONFORMITE**Travaux de clôture et de sécurisation des ouvrages dans le périmètre de protection immédiate :**

A réaliser dans un délai d'un an à compter de la date de signature de cet arrêté.

Dans les terrains compris dans les périmètres de protection institués par le présent arrêté, il devra être satisfait aux obligations prévues à l'article 6 dans un délai d'un an, en ce qui concerne les dépôts, activités et installations existant à la date de cet arrêté.

ARTICLE 9 – RESPECT DES SERVITUDES - SANCTIONS

Les propriétaires et exploitants des terrains compris dans les périmètres de protection devront subordonner la poursuite de leur activité au respect des obligations imposées pour la protection des eaux.

Non-respect de la déclaration d'utilité publique

En application de l'article L.1324-3 du Code de la santé publique est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 € d'amende, le fait de ne pas se conformer aux dispositions des actes portant déclaration d'utilité publique.

Dégradation d'ouvrages, pollution

En application de l'article L.1324-4 du Code de la santé publique est puni de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 € d'amende le fait de :

- dégrader des ouvrages publics destinés à recevoir ou à conduire des eaux d'alimentation,
- laisser introduire des matières susceptibles de nuire à la salubrité dans l'eau de source, des fontaines, des puits, des citernes, des conduites, des aqueducs, des réservoirs d'eau servant à l'alimentation publique.

ARTICLE 10 – MODIFICATION DE L'ARRETE D'AUTORISATION EN CAS DE DEGRADATION DE LA QUALITE DE L'EAU

En l'absence d'amélioration ou en cas de dégradation de la qualité de la ressource en eau, la présente autorisation pourra être modifiée par arrêté préfectoral complémentaire et conduire à la mise en place de prescriptions plus contraignantes.

L'usage de certains produits, notamment phytosanitaires, pourra être interdit s'il s'avère qu'ils sont susceptibles de porter atteinte à la qualité de l'eau.

ARTICLE 11 - MAITRISE FONCIERE ET DE L'OCCUPATION DES SOLS DANS LES PERIMETRES DE PROTECTION RAPPROCHEE

Droit de préemption urbain. (article L. 1321-2 du code de la santé publique)

Dans les périmètres de protection rapprochée de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines, les communes ou les établissements publics de coopération intercommunale compétents peuvent instaurer le droit de préemption urbain dans les conditions définies à l'article L. 211-1 du code de l'urbanisme.

Ce droit peut être délégué à la commune ou à l'établissement public de coopération intercommunale responsable de la production d'eau destinée à la consommation humaine dans les conditions prévues à l'article L. 213-3 du code de l'urbanisme.

Le droit de préemption urbain prévu à l'article L. 1321-2 du code de la santé publique peut être institué même en l'absence de plan local d'urbanisme (Art. R. 1321-13-3 du code de la santé publique).

Prise en compte dans les baux ruraux des prescriptions instituées dans les périmètres de protection rapprochée (Art. R. 1321-13-4 du code de la santé publique)

I. – La collectivité publique, propriétaire de terrains situés à l'intérieur des périmètres de protection rapprochée des points de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines, qui entend prescrire au preneur des modes d'utilisation du sol afin de préserver la qualité de la ressource en eau, à l'occasion du renouvellement des baux ruraux portant sur ces terrains, notifie ces prescriptions au preneur dix-huit mois au moins avant l'expiration du bail en cours.

Si la collectivité notifie au preneur de nouvelles prescriptions avant la fin de son bail, mais au-delà du délai de dix-huit mois prévu au premier alinéa, les nouvelles prescriptions ne peuvent entrer en vigueur qu'après un délai de dix-huit mois à compter de cette notification.

II. - La notification prévue au I est faite par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par acte extrajudiciaire. Elle indique les motifs justifiant les prescriptions et les parcelles concernées et précise que la décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois.

TRAITEMENT & DISTRIBUTION DE L'EAU

ARTICLE 12 - MODALITES DE LA DISTRIBUTION DE L'EAU – TRAITEMENT DE L'EAU

Le Syndicat intercommunal des eaux du Haut Jura Sud est autorisé à distribuer au public de l'eau destinée à la consommation humaine à partir de la prise d'eau de la retenue collinaire de l'Embouteilleux, dans le respect des modalités suivantes :

- *l'eau, avant distribution, fait l'objet d'un traitement de clarification-désinfection¹ suivi d'une chloration permettant une continuité du traitement.*
- *les eaux distribuées doivent satisfaire aux exigences de qualité fixées par le code de la santé publique et ses textes d'application.*
- Les performances du traitement de clarification - filtration des eaux de la retenue de l'Embouteilleux permettent de garantir en permanence, au lieu de mise en distribution des eaux, le respect des exigences de qualité fixées par le code de la santé publique pour le paramètre turbidité :
 - *Limite de qualité : inférieure à 1,0 NFU*
 - *Référence de qualité : inférieure à 0,5 NFU*
- Seuls peuvent être utilisés les produits et procédés de traitement des eaux destinées à la consommation humaine autorisés par la réglementation en vigueur.
- Tout projet de modification de la filière de traitement ou des produits utilisés doit faire l'objet d'une demande d'autorisation préalable auprès de la Direction départementale des affaires sanitaires et sociales.
- Dans le cas d'une modification significative de la qualité de l'eau brute mettant en cause l'efficacité du traitement, la présente autorisation pourra être modifiée par décision préfectorale.

Rendement des réseaux de distribution :

Le réseau de distribution et les réservoirs doivent être conçus et entretenus suivant les dispositions de la réglementation en vigueur;

Le Syndicat intercommunal des eaux du Haut Jura Sud veille au bon entretien et à l'étanchéité des canalisations de son réseau de distribution.

Un rendement élevé (rapport entre les volumes mis en distribution et les volumes consommés par les usagers) doit être recherché en permanence. Un objectif de rendement minimum de 70 % est fixé.

Le Syndicat intercommunal des eaux du Haut Jura Sud met en œuvre tous les moyens nécessaires pour diminuer les éventuelles fuites sur le réseau et améliorer le rendement du réseau.

ARTICLE 13 - SURVEILLANCE ET CONTROLE SANITAIRE DE LA QUALITE DE L'EAU

Surveillance

Le Syndicat intercommunal des eaux du Haut Jura Sud veille au bon fonctionnement des systèmes de production, de traitement et de distribution, et met en œuvre un plan de surveillance de la qualité de l'eau qui comprend notamment :

- *l'examen régulier des installations,*
- *un programme de tests ou d'analyses sur des points déterminés en fonction des risques identifiés,*
- *la tenue d'un fichier sanitaire consigniant l'ensemble des informations collectées au titre de la surveillance.*

Les résultats sont tenus à la disposition du préfet qui est également informé de tout incident susceptible d'avoir des conséquences pour la santé publique.

En cas de difficultés particulières ou de dépassements des exigences de qualité, le Syndicat intercommunal des eaux du Haut Jura Sud prévient la DDASS dès qu'il en a connaissance. Dans ce cas, des analyses complémentaires peuvent être prescrites.

¹ *Filière de traitement des eaux de la prise d'eau de l'Embouteilleux depuis août 1999 :*

Elimination du fer, du manganèse, de la matière organique et de la couleur.

- *Ajustement du pH et dosage du permanganate pour l'oxydation du fer et manganèse – Dosage du coagulant (sels d'aluminium)*
- *Filtration sur système OFSY (Culligan)*
- *Filtration sur charbon actif*
- *Désinfection au dioxyde de chlore et correction de pH*

Contrôle

La qualité de l'eau est contrôlée dans les conditions et selon un programme annuel défini par la réglementation en vigueur.

Les frais d'analyses et de prélèvements sont à la charge du Syndicat intercommunal des eaux du Haut Jura Sud.

Si la qualité des eaux venait à se dégrader, il pourrait être procédé à une nouvelle définition des périmètres de protection et des servitudes.

ARTICLE 14 - DISPOSITIONS PERMETTANT LES PRELEVEMENTS ET LE CONTROLE DES INSTALLATIONS

Les captages ou les installations de production doivent être équipés d'un robinet de prise d'échantillon d'eau brute. Les agents des services de l'Etat ont constamment libre accès aux installations autorisées.

Les exploitants responsables des installations sont tenus de leur laisser à disposition le registre d'exploitation.

ARTICLE 15 - INFORMATION SUR LA QUALITE DE L'EAU DISTRIBUEE

Sont affichés au siège du Syndicat intercommunal des eaux du Haut Jura Sud et dans les mairies des communes desservies par le syndicat, dans les deux jours ouvrés suivant la date de leur réception et tenus à la disposition du public :

- L'ensemble des résultats d'analyse des prélèvements effectués au titre du contrôle sanitaire ;
- Leur interprétation sanitaire faite par la DDASS ;
- Les synthèses commentées que peut établir ce service sous la forme de bilans sanitaires de la situation pour une période déterminée.

Les remarques essentielles formulées par la Direction départementale des affaires sanitaires et sociales concernant la qualité de l'eau et la protection de la ressource devront apparaître annuellement sur la facture d'eau de chaque abonné.

AUTORISATION au titre du code de l'environnement (articles L.214-1 à L.214-6)

ARTICLE 16

Est autorisé l'ouvrage de prélèvement de la prise d'eau dans la retenue collinaire de l'Embouteilleux relevant de la rubrique n° 1-2-1-0 - "Ouvrages permettant le prélèvement, y compris par dérivation, dans un plan d'eau, d'un débit total égal ou supérieur à 5% du débit global d'alimentation du plan d'eau".

DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 17 - RESPECT DE L'APPLICATION DU PRESENT ARRETE

Le Syndicat intercommunal des eaux du Haut Jura Sud, bénéficiaire de la présente autorisation, veille au respect de l'application de cet arrêté y compris des prescriptions dans les périmètres de protection.

Il pourvoira aux dépenses nécessaires à l'application de cet arrêté tant au moyen de fonds libres dont pourra disposer la collectivité que des emprunts qu'elle pourra contracter ou des subventions qu'elle sera susceptible d'obtenir de l'Etat, d'autres collectivités ou d'établissements publics.

Tout projet de modification du système actuel de production et de distribution de l'eau destinée à la consommation humaine du Syndicat intercommunal des eaux du Haut Jura Sud devra être porté à la connaissance du préfet, accompagné d'un dossier définissant les caractéristiques du projet.

ARTICLE 18 - DUREE DE VALIDITE

Les dispositions du présent arrêté demeurent applicables tant que le captage de la prise d'eau dans la retenue collinaire de l'Embouteilleux reste en exploitation dans les conditions fixées par celui-ci.

ARTICLE 19 - NOTIFICATIONS ET PUBLICITE DE L'ARRETE

Le présent arrêté est transmis au président du Syndicat intercommunal des eaux du Haut Jura Sud en vue de sa notification individuelle aux propriétaires et exploitants agricoles des parcelles concernées par le périmètre de protection rapprochée.

Le présent arrêté est notifié au maire de la commune de La Pesse en vue de la mise à disposition du public, de l'affichage en mairie pendant une durée minimale de deux mois et de son insertion dans les documents d'urbanisme dans un délai maximal d'un an. Procès-verbal de l'accomplissement des formalités d'affichage est dressé par les soins du maire et adressé à la préfecture.

Le maire de La Pesse conserve l'acte portant déclaration d'utilité publique et délivre à toute personne qui le demande les informations sur les servitudes qui y sont rattachées.

Un avis de cet arrêté est inséré, par les soins du préfet et aux frais du bénéficiaire de l'autorisation, dans deux journaux locaux et régionaux.

Le maître d'ouvrage transmet à la Direction départementale des affaires sanitaires et sociales dans **un délai de six mois** après la date de la signature de l'arrêté, une note sur l'accomplissement des formalités concernant :

- la notification aux propriétaires des parcelles concernées par le périmètre de protection rapprochée,
- l'insertion de l'arrêté dans les documents d'urbanisme.

ARTICLE 20 - DELAIS DE RECOURS ET DROIT DES TIERS

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Besançon dans les deux mois suivant sa notification ou sa publication.

ARTICLE 21- MESURES EXECUTOIRES

Le secrétaire général de la préfecture,
 Le président du Syndicat intercommunal des eaux du Haut Jura Sud,
 Le maire de la commune de La Pesse,
 Le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
 Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
 Le directeur départemental de l'équipement,
 Le directeur régional de l'industrie, de la recherche & de l'environnement,

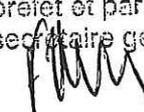
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Jura, mis en ligne sur le site internet de la préfecture et dont une copie sera adressée au :

Président du Conseil général du Jura ;
 Président de la Chambre d'agriculture du Jura ;
 Directeur régional de l'Office national des forêts ;
 Directeur du Bureau de Recherches géologiques et minières (BRGM) ;
 Directeur de l'Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée-Corse ;

Fait à Lons-le-Saunier, le **14 FEV. 2007**

Le préfet,

Pour le préfet et par délégation
 le secrétaire général


 Francis BLONDIEAU

Pour copie conforme,
 pour le Préfet,
 et par délégation,
 l'Attaché, Chef de Bureau


 Gérard LAFORET



**SYNDICAT INTERCOMMUNAL DES EAUX DU HAUT JURA SUD
BELLECOMBE - LES MOLUNES - LES MOUSSIÈRES - LA PESSE
LES BOUCHOUX**

39370 LA PESSE

Tél secrétariat : 03.84.41.67.32

Fax secrétariat : 03.84.41.65.24

VU par le Préfet,
pour demeurer annexé à son arrêté de ce jour
LONS-LE-SAUNIER, le **14.FEV.2007**

LE PRÉFET,

Pour le préfet et par délégué
le secrétaire général

**DOCUMENT JUSTIFIANT LE CARACTÈRE D'UTILITÉ PUBLIQUE DES TRAVAUX DE MISE EN PLACE DES PÉRIMÈTRES DE PROTECTION DU Puits BLONDIEAU
DU Puits DE CAPTAGE D'EAU POTABLE DE L'EMBOUETTEUX.**

Le Syndicat des Eaux du Haut Jura Sud regroupe 5 communes, pour une population d'environ 959 habitants, dont 531 abonnés alimentés en eau potable par le Syndicat.

L'eau distribuée est de bonne qualité, comme l'atteste les nombreuses analyses faites, tant au niveau de l'eau brute, que de l'eau distribuée.

Afin d'assurer la pérennité de cette qualité, il est apparu nécessaire au comité syndical de lancer la procédure de protection des puits de captage.

La mise en place de tel périmètre est une obligation réglementaire, qui découle du code de la santé publique et a pour objectifs :

- d'empêcher la dégradation des ouvrages de prélèvements,
- d'éviter le rejet de substances polluantes susceptibles d'altérer la qualité des eaux captées,
- de maîtriser le développement de toutes nouvelles activités incompatibles avec la préservation des ressources exploitées
- de renforcer les dispositifs de prévention et de contrôle dans les zones de captage
- de limiter le recours à des traitements coûteux et sophistiqués en préservant la qualité initiale de l'eau

Le périmètre de protection défini autour du puits de captage de l'EMBOUETTEUX, répond à ces différents objectifs à caractère d'utilité publique.

Les études conduites depuis plusieurs années ont permis d'ajuster sa délimitation et les prescriptions qui s'y rapportent.

S'ils induisent certes quelques contraintes pour les propriétaires et exploitants des terrains concernés par la protection, celles-ci sont sans commune mesure avec les bénéfices attendus.

Ainsi, les périmètres de protection devraient permettre de continuer à assurer dans le futur et dans de bonnes conditions, l'approvisionnement en eau potable des communes adhérentes au syndicat.

C'est pourquoi le **Syndicat des Eaux du Haut Jura Sud**, s'est engagé dans cette voie, considérant que dans le but d'utilité publique, elle permet de protéger la santé des générations présentes et futures et qu'elle s'inscrit dans une démarche de développement durable en préservant les ressources



Pour copie conforme,
pour le Préfet,
et par délégation,
l'Attaché, Chef de Bureau

Gérard LAFORET

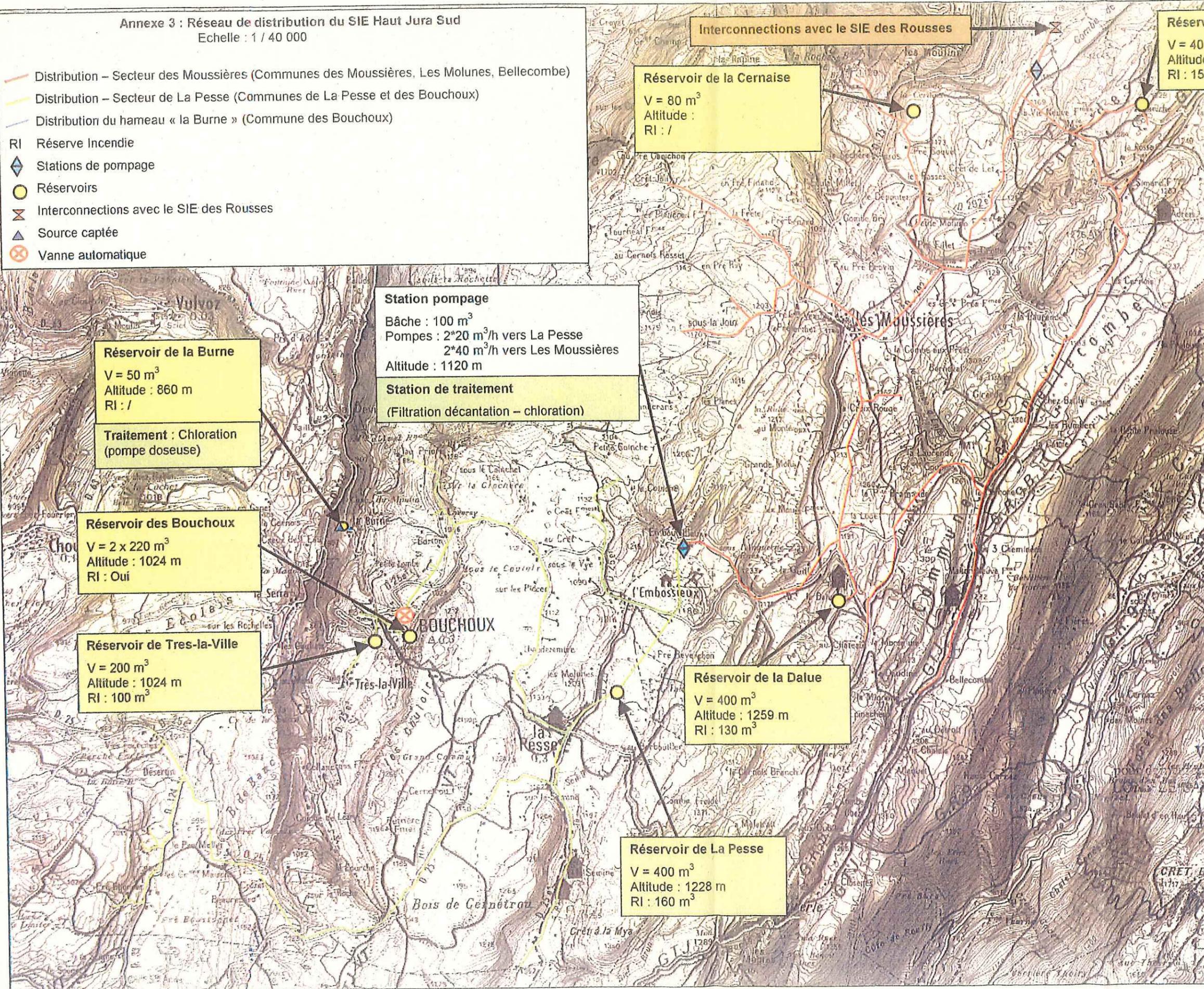
Fait à LA PESSE le 16 janvier 2007

**LE PRÉSIDENT
GROS Paul**



Annexe 3 : Réseau de distribution du SIE Haut Jura Sud
Echelle : 1 / 40 000

-  Distribution – Secteur des Moussières (Communes des Moussières, Les Molunes, Bellecombe)
-  Distribution – Secteur de La Pesse (Communes de La Pesse et des Bouchoux)
-  Distribution du hameau « la Burne » (Commune des Bouchoux)
- RI Réserve Incendie
-  Stations de pompage
-  Réservoirs
-  Interconnexions avec le SIE des Rousses
-  Source captée
-  Vanne automatique



Interconnexions avec le SIE des Rousses

Réservoir de Cariche
V = 400 m³
Altitude : 1320 m
RI : 150 m³

Réservoir de la Cernaïse
V = 80 m³
Altitude : /
RI : /

Station pompage
Bâche : 100 m³
Pompes : 2*20 m³/h vers La Pesse
 2*40 m³/h vers Les Moussières
Altitude : 1120 m

Station de traitement
(Filtration décantation – chloration)

Réservoir de la Burne
V = 50 m³
Altitude : 860 m
RI : /

Traitement : Chloration
(pompe doseuse)

Réservoir des Bouchoux
V = 2 x 220 m³
Altitude : 1024 m
RI : Oui

Réservoir de Tres-la-Ville
V = 200 m³
Altitude : 1024 m
RI : 100 m³

Réservoir de la Dalue
V = 400 m³
Altitude : 1259 m
RI : 130 m³

Réservoir de La Pesse
V = 400 m³
Altitude : 1228 m
RI : 160 m³



Pour copie conforme,
pour le Préfet,
et par délégation,
l'Attaché, Chef de Bureau

Gérard LAFORET

Gérard LAFORET

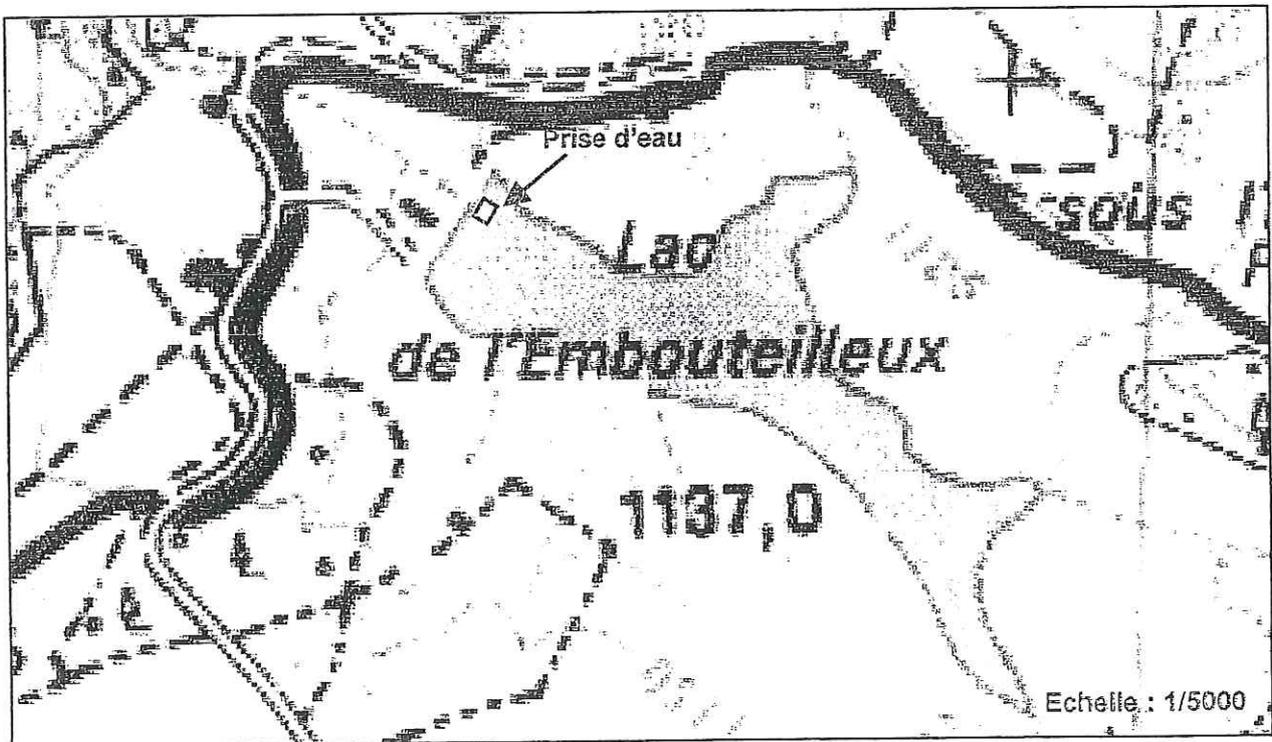
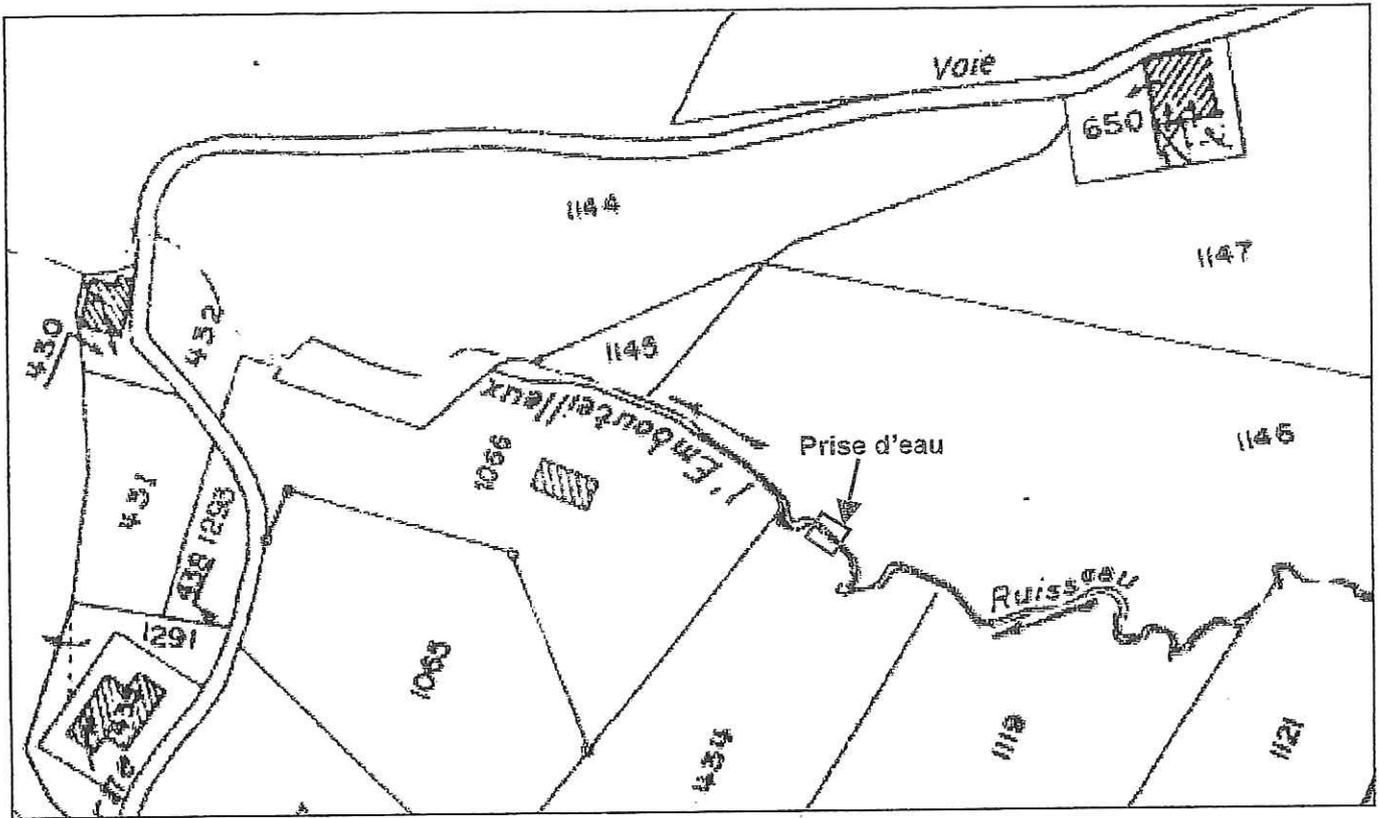
par le Préfet,
le 14 FEV. 2007

LE PRÉFET,

Francis BLONDIEAU

Francis BLONDIEAU

Implantation cadastrale du Périmètre de Protection Immédiat du lac de l'Embouteilleux



VU par le Préfet,
 pour demeurer annexé à son arrêté de ce jour
 LONS-LE-SAUNIER, le 14.FEV.2007.

LE PRÉFET,
 Pour le préfet et par délégation
 le secrétaire général

Francis BLONDIEAU



Pour copie conforme,
 pour le Préfet,
 et par délégation,
 l'Attaché, Chef de Bureau.

Gérard LAFORET

COMMUNE DE LA PESSE
ETAT PARCELLAIRE - PERIMETRE DE PROTECTION IMMEDIAT DU LAC DE L'EMBOUTEILLEUX

sect.	N°	Lieu-dit	Surface (en m ²)	Nat	Propriétaire
A	434	A la Crête	7570	L01	Syndicat Intercommunal des Eaux du Haut-Jura Sud
A	1146	L'Embouteilleux	18854	PA04	Mairie 39310 LES MOUSSIÈRES

COMMUNE DE LA PESSE
ETAT PARCELLAIRE - PERIMETRE DE PROTECTION RAPPROCHE DU LAC DE L'EMBOUTEILLEUX

sect.	N°	Lieu-dit	Surface (en m ²)	Nat	Propriétaire
A	434	A la Crête	7570	L01	Syndicat Intercommunal des Eaux du Haut-Jura Sud Mairie 39310, LES MOUSSIÈRES
A	450	Pièce des Aberges	1080	L01	
A	456	Pièce des Aberges	2855	L01	
A	465	Pièce des Aberges	2620	L01	
A	1066	A la Crête	6586	L01 : 6328 S : 258	
A	1119	A la Crête	5401	L01	
A	1121	A la Crête	4266	L01	
A	1123	Pièce des Aberges	742	L01	
A	1125	Pièce des Aberges	890	L01	
A	1127	Pièce des Aberges	618	L01	

VU par le Préfet,
pour demeurer annexé à son arrêté de ce jour
LE PRÉFET,
LE 14 FEV. 2007.

Francis BLONDIEAU
le secrétaire général



Pour copie conforme,
pour le Préfet,
et par délégation,
l'Attaché, Chef de Bureau
Gérard LAFORET

A	1129	Pièce des Aberges	761	L01	Syndicat Intercommunal des Eaux du Haut-Jura Sud MAIRIE 39310 LES MOUSSIERES
A	1131	Pièce des Aberges	817	L01	
A	1133	Pièce des Aberges	2178	L01	
A	1135	Pièce des Aberges	641	L01	
A	1137	Pièce des Aberges	1831	L01	
A	1139	Aux Mouilles	1741	L01	
A	1141	Aux Mouilles	2597	L01	
A	1143	Sous le Bois	1617	BR02	
A	1146	L'Embouteilleux	18854	PA04	
A	1148	Crêt Mezu	155	PA04	
A	1150	Crêt Mezu	24677	PA04	
A	1151	Crêt Mezu	11525	BR02	
A	1153	Crêt Mezu	14756	L01	
A	480	Aux Mouilles	30180	BR02	
A	485	Aux Mouilles	44870	BR02	
A	481	Aux Mouilles	18710	BR02	
A	1140	Aux Mouilles	1963	L01	
A	1142	Sous le Bois	12493	BR02	
A	484	Aux Mouilles	22740	PA04	
A	1138	Aux Mouilles	2299	L01	
A	646	L'Embouteilleux	61270	P03	
A	648	L'Embouteilleux	110	PA04	
A	649	L'Embouteilleux	35100	P02	
A	666	Crêt Mezu	12460	P03	
A	1147	L'Embouteilleux	9396	PA04	

Dossier d'enquête publique, SIE Haut-Jura Sud

A	511	Pré Gaillard	4290	PA04	M. DUPARCHY Félix époux MILLOT
A	647	L'Embouteilleux	240	PA04	1, rue Lacuzon 39200 SAINT-CLAUDE
A	661	Crêt Mezu	59695	BR02	
A	664	Crêt Mezu	3800	L01	
A	665	Crêt Mezu	13710	BR03	
A	992	Crêt Mezu	16490	P03	
A	994	Crêt Mezu	57106	P02	
A	1149	Crêt Mezu	19923	PA04	
A	663	Crêt Mezu	13350	P03	M. BICHET Gilbert époux FERNIOT
A	668	Pré Maurez	38645	P03	25360 SAINT-JUAN
A	659	Crêt Mezu	400	S	M. ROYAL Jacques
A	993	Crêt Mezu	100	P03	110, Avenue G Péri 91600 SAVIGNY SUR ORGE
A	995	Crêt Mezu	514	P02	

Liste des dépassements des limites de qualité des paramètres mesurés :
 . sur l'eau distribuée (unité(s) de distribution)
 . sur l'eau produite (station(s) de traitement ; captage(s))

Cette synthèse porte sur l'ensemble des paramètres mesurés de 2000 à 2005 dans le cadre du contrôle sanitaire.

1-oct-02
 eaux brutes avant traitement

Coloration	mg/l Pt	55	15
Coloration après filtration simple	mg/l Pt	30	15
Fer dissous	µg/l	1150	200
Oxydab. KMnO4 en ml. ac. à chaud	mg/l O2	6,2	5
Turbidité néphélobimétrique	NTU	3,6	2

30-sept-03

Coliformes thermotolérants/100ml-MS	n/100ml	62	0
Coliformes totaux/100ml-MS	n/100ml	62	0
Coloration	mg/l Pt	70	15
Coloration après filtration simple	mg/l Pt	60	15
Entérocoques /100ml-MS	n/100ml	45	0
Fer dissous	µg/l	1780	200
Manganèse dissous	µg/l	130	50
Oxydab. KMnO4 en ml. ac. à chaud	mg/l O2	7,0	5
Turbidité néphélobimétrique	NTU	3,0	2

24-mai-04

Coloration	mg/l Pt	25	15
Fer dissous	µg/l	330	200
Manganèse dissous	µg/l	60	50

11-oct-04

Coloration	mg/l Pt	60	15
Coloration après filtration simple	mg/l Pt	55	15
Entérocoques /100ml-MS	n/100ml	23	0
Escherichia coli /100ml-MF	n/100ml	4	0
Oxydab. KMnO4 en ml. ac. à chaud	mg/l O2	6,8	5

Liste des dépassements des limites de qualité des paramètres mesurés :
 . sur l'eau distribuée (unité(s) de distribution)
 . sur l'eau produite (station(s) de traitement ; captage(s))

Cette synthèse porte sur l'ensemble des paramètres mesurés de 2000 à 2005 dans le cadre du contrôle sanitaire.

12-avr-05

Coloration	mg/l Pt	50	15
Coloration après filtration simple	mg/l Pt	45	15
Entérocoques /100ml-MS	n/100ml	3	0
Escherichia coli /100ml-MF	n/100ml	3	0
Fer dissous	µg/l	260	200
Oxydab. KMnO4 en ml. ac. à chaud	mg/l O2	5,3	5
Turbidité néphélobimétrique NFU	NFU	5,1	2

11-oct-05

Coloration	mg/l Pt	70	15
Coloration après filtration simple	mg/l Pt	55	15
Entérocoques /100ml-MS	n/100ml	2	0
Escherichia coli /100ml-MF	n/100ml	1	0
Fer dissous	µg/l	540	200
Oxydab. KMnO4 en ml. ac. à chaud	mg/l O2	8,3	5
Turbidité néphélobimétrique NFU	NFU	2,4	2



Pour copie conforme,
 pour le Préfet,
 et par délégation,
 l'Attaché, Chef de Bureau

Gérard LAFORET

VU par le Préfet,
 pour demeurer annexé à son arrêté de ce jour
 LONS-LE-SAUNIER, le 14 FEV. 2007

LE PRÉFET,

Pour le préfet et par délégation
 le secrétaire général

Francis BLONDIEAU

Liste des dépassements des limites de qualité des paramètres mesurés :
 . sur l'eau distribuée (unité(s) de distribution)
 . sur l'eau produite (station(s) de traitement ; captage(s))

Cette synthèse porte sur l'ensemble des paramètres mesurés de 2000 à 2005 dans le cadre du contrôle sanitaire.

UDI SLAEP DU HAUT JURA SUD

Rq : les limites de qualité sont celles qui s'appliquent aux eaux distribuées

[Redacted]		[Redacted]	
23-nov-00		absence de dépassement en 2003	
La Poste		absence de dépassement en 2004	
11-juin-01		Turbidité néphélobométrique	
Café-Restaurant	NTU	4,7	2
20-août-02		Coliformes thermotolérants/100ml-M5	
Hameau Le Cemeiron, Mr. Bresson,	n/100ml	3	0
		Coliformes totaux /100ml-M5	
	n/100ml	10	0
		Streptocoques fécaux /100ml-M5	
	n/100ml	1	0
21-mars-05		Turbidité néphélobométrique	
Mr BARBE	NTU	12	2
8-nov-05		Coliformes totaux /100ml-M5	
DURAFFOUR Nicole maison -La Cotrone	n/100ml	25	0
		Coliformes totaux /100ml-M5	
	n/100ml	6	0

TTP L'EMBOUTEILLEUX

[Redacted]		[Redacted]	
29-févr-00		Aluminium total	
ROBINET EVIER - No 33/39	mg/l	0,327	0,2

Liste des dépassements des limites de qualité des paramètres mesurés :
 . sur l'eau distribuée (unité(s) de distribution)
 . sur l'eau produite (station(s) de traitement ; captage(s))

Cette synthèse porte sur l'ensemble des paramètres mesurés de 2000 à 2005 dans le cadre du contrôle sanitaire.

CAP L'EMBOUTEILLEUX

23-nov-00		Turbidité néphélobométrique	
	NTU	2,2	2
24-sept-01		Turbidité néphélobométrique	
Sortie station	NTU	6,5	2
9-sept-03		Aluminium dissous	
ROBINET	mg/l	1,12	0,2
		Fer dissous	
	µg/l	220	200
11-sept-00		Coloration	
eaux brutes avant traitement	mg/l Pt	60	15
		Coloration après filtration simple	
	mg/l Pt	45	15
		Fer total	
	µg/l	840,000	200
		Odeur Saveur à 25°C	
	dilut	5	3
		Oxydab. KMnO4 en ml. ac. à chaud	
	mg/l O2	6,0	5
		Turbidité néphélobométrique	
	NTU	2,2	2
24-sept-01		Coliformes thermotolérants/100ml-M5	
eaux brutes avant traitement	n/100ml	88	0
		Coliformes totaux /100ml-M5	
	n/100ml	97	0
		Coloration	
	mg/l Pt	55	15
		Coloration après filtration simple	
	mg/l Pt	50	15
		Fer total	
	µg/l	570,000	200
		Oxydab. KMnO4 en ml. ac. à chaud	
	mg/l O2	5,9	5
		Streptocoques fécaux /100ml-M5	
	n/100ml	86	0

Nom de l'Unité de Distribution :

SAEP DU HAUT JURA SUD

UGE : ADD.DU SIAEP DU HAUT JURA SUD

exploitant : S.D.E.I MOREZ

Caractéristiques de l'UDI :

Population desservie : 1081

Désinfection : Chlore

Nbre de branchements en Plomb recensés sur le réseau de distribution en 2000 :
(données fournies par l'exploitant)

en cours

Qualité bactériologique de l'eau distribuée

année	Nbre d'analyses représentatives de la qualité de l'eau distribuée	Nbre d'analyses non conformes pour les germes fécaux	Taux de conformité des analyses pour les germes fécaux	Contamination maximale observée pour les germes fécaux
2005	7	0	100%	0
bilan triennal 2000 - 2001 - 2002	27	1	96%	3

Commentaires sur les résultats de l'année 2005 :

Eau de très bonne qualité bactériologique.

Commentaires sur les résultats du bilan triennal 2003 - 2004 - 2005 :

Eau de très bonne qualité bactériologique.

VU par le Préfet,
pour demeurer annexé à son arrêté de ce jour
LONS-LE-SAUNIER, le 14 FFV 2007

LE PRÉFET,

Pour le préfet et par délégation
le secrétaire général

Francis BLONDIEAU

Nom de l'Unité de Distribution :

SAEP DU HAUT JURA SUD

UGE : ADD.DU SIAEP DU HAUT JURA SUD

exploitant : S.D.E.I MOREZ

Qualité physico-chimique de l'eau distribuée

A l'exception des paramètres pH, conductivité, turbidité et teneur en chlore résiduel (si l'eau est désinfectée) qui sont systématiquement mesurés sur les points de surveillance du réseau de distribution (UDI), les paramètres physico-chimiques sont analysés sur les prélèvements réalisés sur les installations de production (TIP) et les captages (CAP).

paramètre	unité	norme (N) ou niveau guide (NG)	Signification du paramètre	Nb valeur	valeur moyenne	maximum mesuré	minimum mesuré
Paramètres physico-chimiques analysés systématiquement sur les points de surveillance							
pH	unité pH	N : entre 6.5 et 9.0	équilibre - acidité de l'eau	16	7,44	8,00	7,20
Conductivité	µS/cm	NG : 400 µS/cm	indicateur de la minéralisation globale	9	240	298	148
Dureté	°F	NG : entre 10 et 30 °F	teneur en carbonates de calcium et magnésium	3	11,8	13,8	10,6
Turbidité	NTU	N : < à 2.0	indicateur de la limpidité de l'eau	7	0,60	0,75	0,15
Paramètres analysés ponctuellement sur les points de surveillance							
Chlore résiduel	mg/l	NG : < à 0,100 mg/l	un résiduel de chlore non nul garantit la qualité microbiologique de l'eau.	10	0,045	0,150	
Fer	µg/l	N : < à 200	l'excès de fer donne une couleur rouille à l'eau - tache le linge.	2	35	70	0
Manganèse	µg/l	N : < à 50	l'excès de manganèse donne une couleur noire - tache le linge.	3	0	0	0
Fluor	µg/l	N : < à 1500 NG : 500 - 1500	oligo-élément. Les besoins journaliers sont satisfaits pour le niveau guide.				
Nitrates	mg/l	N : < à 50 NG : < à 25	Indicateur d'une pollution azotée	4	0,4	1,4	0,0
Pesticides	µg/l	N : < à 0,100 µg/l	Herbicide, insecticides, fongicides... concentrations de la substance majoritaire	2	0,000	0,000	0,000

Remarque 1 :

Une valeur moyenne ou minimum nulle signifie que la (ou les) valeur(s) du paramètre analysé est inférieure au seuil de détection de la méthode analytique du laboratoire.

Remarque 2 :

Pour chacun de ces paramètres, seuls les résultats d'analyses représentatifs de la qualité de l'eau distribuée sont pris en compte

Commentaires :

Eau de minéralisation peu accentuée.
Eau de faible dureté
La turbidité respecte les exigences de qualité réglementaires en sortie de production et sur le réseau de distribution.

La concentration moyenne en nitrates est basse. La ressource est peu vulnérable aux pollutions diffuses d'origine agricole.
Absence de pesticides (concentrations inférieures au seuil de détection analytique pour les substances recherchées).



Pour copie conforme,
pour le Préfet,
et par délégation,
l'Attaché, Chef de Bureau

Gérard LAFORET

2. SERVITUDES RELATIVES A L'ETABLISSEMENT DES CANALISATIONS ELECTRIQUES (TYPE I4)

Servitude instituée en application des articles 12 et 12 bis modifiés de la loi du 15/06/1906 modifiée, de l'article 298 de la loi de finance du 13/07/1925, de l'article 35 de la loi n° 46.628 du 8/04/1946 modifiée, de l'article 25 du décret n° 64.481 du 23/01/1964

Servitude de type I4

Catégorie : IIAa

Ouvrages concernés :

- lignes électriques de 2^{ème} catégorie

Service:

ED.F - G.D.F

57, Rue Bersot - BP 1209

25004 BESANCON CEDEX

Ouvrages concernés :

- lignes électriques de 3^{ème} catégorie
 - 400KV FRASNE - GENISSIAT

Service:

RTE – Développement et Ingénierie Nancy

8 rue de Versigny

TSA 300007

54608 VILLERS LES NANCY

Description de la servitude:

Les propriétaires des terrains traversés doivent réserver le libre passage et l'accès aux agents et préposés de l'exploitant des lignes pour la pose, l'entretien, la réparation et la surveillance des installations. Ce droit de passage ne doit être exercé qu'à des heures normales et après avoir prévenu les intéressés, sauf cas d'urgence. Les propriétaires dont les immeubles sont grevés de servitudes d'appui sur les toits ou les terrasses conservent le droit de démolir, réparer ou surélever. Les propriétaires dont les terrains sont grevés de servitudes d'implantation ou de surplomb conservent également le droit de se clore ou de bâtir. Dans tous les cas, les propriétaires doivent toutefois prévenir, par lettre recommandée, l'exploitant de l'ouvrage, un mois avant d'entreprendre ces travaux.

Autres dispositions liées aux lignes électriques 3e catégorie

-Pour toute demande de permis de construire ou d'aménager à moins de 100 m de ces ouvrages, il conviendra de consulter le service exploitant ci-dessus.

-Le décret n° 2011-1241 du 5 octobre 2011 impose à toute personne ayant l'intention d'effectuer ou de faire effectuer des travaux à proximité (moins de 100 m) d'une ligne de transport d'énergie électrique HTB, d'accomplir, avant leur mise en œuvre, les formalités préalables de déclaration auprès du service exploitant précité :

- Demande de renseignements pour un projet
- Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux (D.I.C .T) au moins 10 jours ouvrables avant l'ouverture de chantier
- Demande de renseignements pour un projet
- Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux (D.I.C .T) au moins 10 jours ouvrables avant l'ouverture de chantier

Ces formalités préalables concernent également toute demande de coupe ou abattage d'arbres ou de taillis.

Service exploitant à contacter en cas de travaux : RTE GMR Lyonnais - 757 rue du Pré Mayeux - 01120 LA BOISSE

Toute personne qui envisage de réaliser une construction au voisinage de ces ouvrages doit, après consultation du guichet unique (www.reseaux-et-canalisation.gouv.fr), se conformer aux procédures de déclaration de projet de travaux (DT) et de déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT) fixées par les articles R.554-1 et suivants du Code de l'Environnement.

3. SERVITUDE DE PROTECTION DES CENTRES DE RECEPTION RADIOELECTRIQUES CONTRE LES PERTURBATIONS ELECTROMAGNETIQUES (TYPE PT1)

Instituée en application des articles l 57 à l 62-1 et r 27 à r 39 du code des postes et télécommunications.

Texte instituant la servitude : Décret du 26/07/1994

Servitude de type PT1

Catégorie : II E

Ouvrages concernés :

- Station de Villard-Saint-Sauveur

Description détaillée de la servitude :

Dans la zone de garde radioélectrique délimitée par un cercle de 3000m de rayon autour de la station , il est interdit aux propriétaires et usagers d'installations électriques de produire ou de propager des perturbations se plaçant dans la gamme d'ondes radioélectriques reçues par le centre et présentant, pour les appareils du centre, un degré de gravité supérieur à la valeur compatible avec l'exploitation du centre.

Service :

FRANCE TELECOM

Unité de Pilotage Réseaux Nord Est

DA/REG

Mr Jacques FARINE

26, Avenue de Stalingrad

21000 DIJON

Pour ampliation
P. le Directeur Général
des Postes et Télécommunications

Ampliation certifiée conforme
Pour le Secrétaire

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS
ET DU COMMERCE EXTERIEUR



Arthur CRAPIS
194 00 707 P

J.-P. PISTOLET
E.H.D.

DÉCRET du 26 JUL. 1994

fixant l'étendue des zones et les servitudes applicables autour des centres récepteurs de Perrigny, Archelange, Villard-Saint-Sauveur, Saint-Claude, Champagnole, Lent, Lac-des-Rouges-Truites, Morbier et Morez (Jura) pour la protection des réceptions radioélectriques contre les perturbations électromagnétiques.

LE PREMIER MINISTRE

Sur le rapport du ministre de l'industrie, des postes et télécommunications et du commerce extérieur ;
Vu le code des postes et télécommunications, articles L. 45-1, L. 57 à L. 62 et L. 64 et articles R. 27 à R. 38 instituant des servitudes et obligations pour la protection des réceptions radioélectriques contre les perturbations électromagnétiques ;
Vu l'arrêté du 21 août 1953 établissant la liste et les caractéristiques du matériel électrique dont la mise en service, la modification ou la transformation sont soumises à autorisation préalable dans les zones de garde radioélectrique ;
Vu l'arrêté du 16 mars 1962 donnant la liste et les caractéristiques des installations électriques dont la mise en exploitation sur l'ensemble du territoire est soumise à autorisation préalable ;
Vu les arrêtés n° 6362 du 26 décembre 1988 et n° 1893 du 6 avril 1989 portant classement de centres de réception radioélectriques exploités par le ministère des postes, des télécommunications et de l'espace ;
Vu l'arrêté n° 6364 du 26 décembre 1988 portant classement d'un centre de réception radioélectrique exploité par le ministère des postes, des télécommunications et de l'espace ;
Vu l'avis du comité de coordination des télécommunications en date du 9 mai 1994,

Décrète :

Art. 1er - sont approuvés les plans ci-joints fixant les limites des zones de protection et des zones de garde instituées autour des centres de réception radioélectriques de Perrigny, Archelange, Villard-Saint-Sauveur, Saint-Claude, Champagnole, Lent, Lac-des-Rouges-Truites, Morbier et Morez (Jura).

.../...

200

Art. 2 - Les zones de protection sont définies par les tracés en bleu, les zones de garde sont définies par les tracés en jaune.

Les servitudes applicables à ces zones sont celles fixées par l'article R. 30 du code des postes et télécommunications.

Dans les zones de garde radioélectrique, les installations, matériels et appareils désignés par l'arrêté du 21 août 1953, existant à la date du présent décret et qui perturbent les réceptions radioélectriques devront être modifiés ou transformés dans le délai maximal d'un an à compter de la notification faite aux propriétaires ou usagers.

Art. 3 - Le ministre de l'industrie, des postes et télécommunications et du commerce extérieur est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 26 JUL. 1994

Edouard BALLADUR

Par le Premier ministre :

Le ministre de l'industrie,
des postes et télécommunications
et du commerce extérieur,

Gérard LONGUET

POSTES
TELECOMMUNICATIONS
dené 26.7.94



STATION HERTZIENNE DE VILLARD SAINT SAUVEUR

N° CCT 039-22-008

Extrait de la carte à l'échelle: 1/50 000

ZONES DE GARDE ET DE
PROTECTION CONTRE LES PERTURBATIONS
ELECTROMAGNETIQUES

CODE des POSTES et TELECOMMUNICATIONS
(Décrets n° 62273 et 62274 du 12-3-62)

- LEGENDE -

1) Dans la zone de garde radioélectrique, délimitée par un cercle de 1000 m de rayon en jaune, il est interdit de mettre en service du matériel électrique susceptible de perturber les réceptions radioélectriques du centre ou d'apporter des modifications à ce matériel, sans l'autorisation du Ministre dont les services exploitent ou contrôlent le centre.

2) Dans la zone de protection radioélectrique délimitée par un cercle de 3000 m de rayon en bleu, il est interdit aux propriétaires et usagers d'installations électriques de produire ou de propager des perturbations se plaçant dans la gamme d'ondes radioélectriques reçues par le centre et présentant pour les appareils du centre un degré de gravité supérieur à la valeur compatible avec l'exploitation du centre.

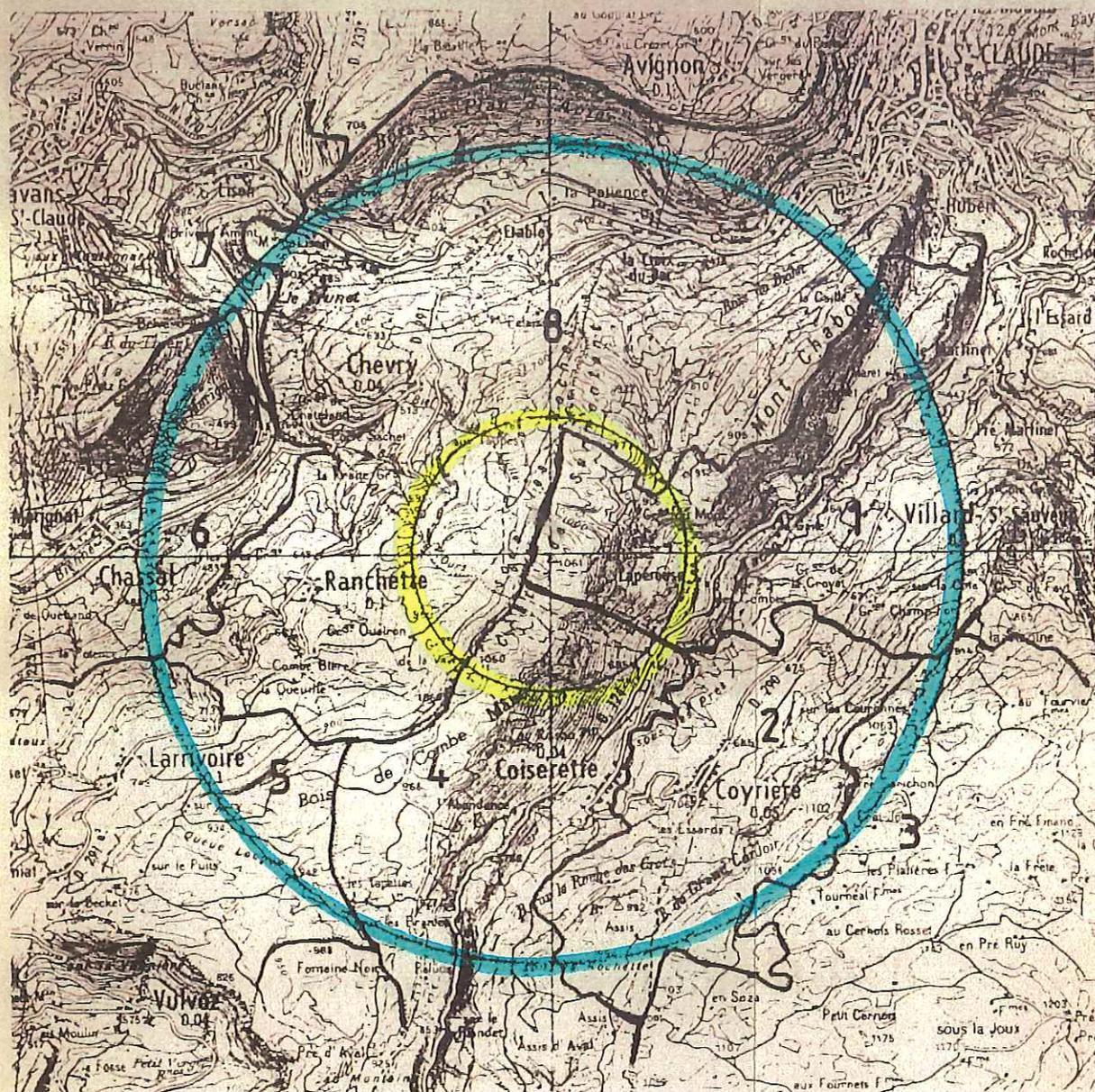
Service à consulter:

FRANCE TELECOM
DRN METZ
Division Lignes Affaires Foncières
Coresta Servitudes
150 Avenue André Malraux
BP 9010
57037 METZ CEDEX

*Seulement dans les cas où une installation commerciale ou industrielle est prévue dans les zones de servitudes.

- Arrêté de classement du 26-12-1988

DECRET DU 26-07-1994



Communes et départements traversés

- | | |
|-----------------------|-------------------------|
| 1- VILLARD ST SAUVEUR | 5- LARRIVOIRE |
| 2- COYRIERE | 6- CHASSAL |
| 3- LES MOUSSIÈRES | 7- LAVANS les ST CLAUDE |
| 4- COISERETTE | 8- ST CLAUDE |

39- JURA PREFECTURE: SAINT CLAUDE

4. SERVITUDE DE PROTECTION DES CENTRES RADIO-ELECTRIQUES D'EMISSION ET DE RECEPTION CONTRE LES OBSTACLES (TYPE PT2)

Instituée en application des Articles l 54 à l 56-1 et r21 à r 26 du code des postes et Télécommunications

Servitude de type PT2

Catégorie : II E

Ouvrage concerné :

- Station des Moussières et des Molunes

Texte instituant la servitude: Décret du 02/02/1994

Description détaillée de la servitude:

Dans les zones secondaires de dégagement des stations (couloir de 1000m de long et de 25m de large pour la station des Molunes, et couloir de 1600m de long et 25m de large pour la station des Moussières), il est interdit en dehors des limites du domaine de l'Etat, sauf autorisation du ministre chargé des PTT, de créer des obstacles fixes ou mobiles dont la partie la plus haute excède les cotes mentionnées sur le plan annexé au décret.

Service :

FRANCE TELECOM

Unité de Pilotage Réseaux Nord Est

DA/REG

Mr Jacques FARINE

26, Avenue de Stalingrad

21000 DIJON

J.M.C.
PT2

Ampliation con...
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS
ET DU COMMERCE EXTERIEUR



Arthur CRAPIS
P.O. Bl...
[Signature]

N° 004

Pour Ampliation
P. Le Chef du Bureau du Cabinet,

[Signature]

DÉCRET du 02 FEV. 1994

fixant l'étendue des zones et les servitudes de protection contre les obstacles applicables au voisinage de stations situées sur le parcours des faisceaux hertziens Andelot-Morval = Loisia, La Rixouse = Villard-Saint-Sauveur et Les Moussières = Villard-Saint-Sauveur, traversant le département du Jura.

LE PREMIER MINISTRE

Sur le rapport du ministre de l'équipement, des transports et du tourisme, et du ministre de l'industrie, des postes et télécommunications et du commerce extérieur ;

Vu le code des postes et télécommunications, articles L. 45-1, L. 54 à L. 56 et L. 63 et articles R. 21 à R. 26, instituant des servitudes pour la protection radioélectrique contre les obstacles ;

Vu l'accord préalable du ministre de l'agriculture et de la pêche en date du 11 octobre 1993 ;

Vu l'avis du comité de coordination des télécommunications en date du 4 novembre 1993,

Décète :

Art. 1er - sont approuvés les plans ci-joints fixant les limites des zones secondaires de dégagement des stations de Andelot-Morval, La Rixouse, Les Molunes-Passif et Les Moussières, situées sur le parcours des faisceaux hertziens Andelot-Morval = Loisia, La Rixouse = Villard-Saint-Sauveur et Les Moussières = Villard-Saint-Sauveur.

Art. 2 - Les zones secondaires de dégagement intéressant le département du Jura sont définies sur ces plans par les tracés en noir.

Les servitudes applicables à ces zones sont celles fixées par l'article R. 24 du code des postes et télécommunications.

.../...

AC 803

Art. 3 - La partie la plus haute des obstacles créés dans ces zones ne devra pas dépasser les cotes fixées sur les plans.

Art. 4 - Le ministre de l'industrie, des postes et télécommunications et du commerce extérieur, et le ministre de l'équipement, des transports et du tourisme sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 02 FEV. 1994

Edouard BALLADUR

Par le Premier ministre :

Le ministre de l'industrie,
des postes et télécommunications
et du commerce extérieur,

Gérard LONGUET

Le ministre de l'équipement,
des transports et du tourisme,

Bernard BOSSON

MINISTERE DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

LIAISON HERTZIENNE

LES MOUSSIÈRES - VILLARD S^t SAUVEUR

Décret du 02-02-94

TRONÇON

VILLARD SAINT SAUVEUR - LES MOLUNES Passif
CCT N° 39 22 008 CCT N° 39 22 048

LES MOLUNES Passif - LES MOUSSIÈRES
CCT N° 39 22 048 CCT N° 39 22 047

EXTRAIT DE LA CARTE DE FRANCE AU 1/25000

ZONES DE DEGAGEMENT

-CODE DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

(Décret n° 62 273 et 62 274 du 12-3-62)

FRANCE TELECOM
Direction Régionale de Franche Comté

FRANCE TELECOM

S.I.D.R.

11, rue Gay Lussac

B.P. 1545

25009 BESANCON CEDEX

11 Rue Gay Lussac

BP 1545

25 009 BESANCON Cedex

BESANCON LE : 13-04-92

N° 39 787

LEGENDE

1. Dans les zones secondaires de dégagement délimitées par :
Un cercle de 500m de rayon à VILLARD S^t SAUVEUR (voir nota)
Un couloir de 1000m de long et 25m de large Az 292° à LES MOLUNES Passif
un couloir de 1600m de long et 25m de large Az 358° à LES MOUSSIÈRES
Il est interdit en dehors des limites du domaine de
l'Etat, sauf autorisation du **Ministre ***
de créer des obstacles fixes ou mobiles dont la partie
la plus haute excède la hauteur précisée sur le plan
ci-contre, par rapport au niveau de la mer, ou par
rapport au sol.

*** de l'Industrie, des Postes, des Télécommunications et du Commerce Extérieur**

NOTA : Les servitudes relatives à la station de VILLARD S^t SAUVEUR ont été
instituées par décret en date du 01-08-79 au titre de la liaison
hertzienne LONS LE SAUNIER - SAINT CLAUDE .

NOTA: Adresse du service à consulter seulement dans
le cas ou une construction dans les zones de
servitudes déroge au decret ainsi que dans les cas
douteux.

FRANCE TELECOM
S.I.D.R.
11, rue Gay Lussac
B.P. 1545
25009 BESANCON CEDEX

FRANCE TELECOM
Direction Régionale de Franche Comté
S.A.C.T.
11 Rue Gay Lussac
BP 1545
25 009 BESANCON Cedex
Tel : 81-52-55-34

Station de VILLARD S^t SAUVEUR

Station de LES MOLUNES Passif

Station de LES MOUSSIÈRES

Décret du 01-08-79

CCT N° 39 22 008

LH : LONS LE SAUNIER - S^t CLAUDE

Décret du 02-02-94

CCT N° 39 22 048

Décret du 02-02-94

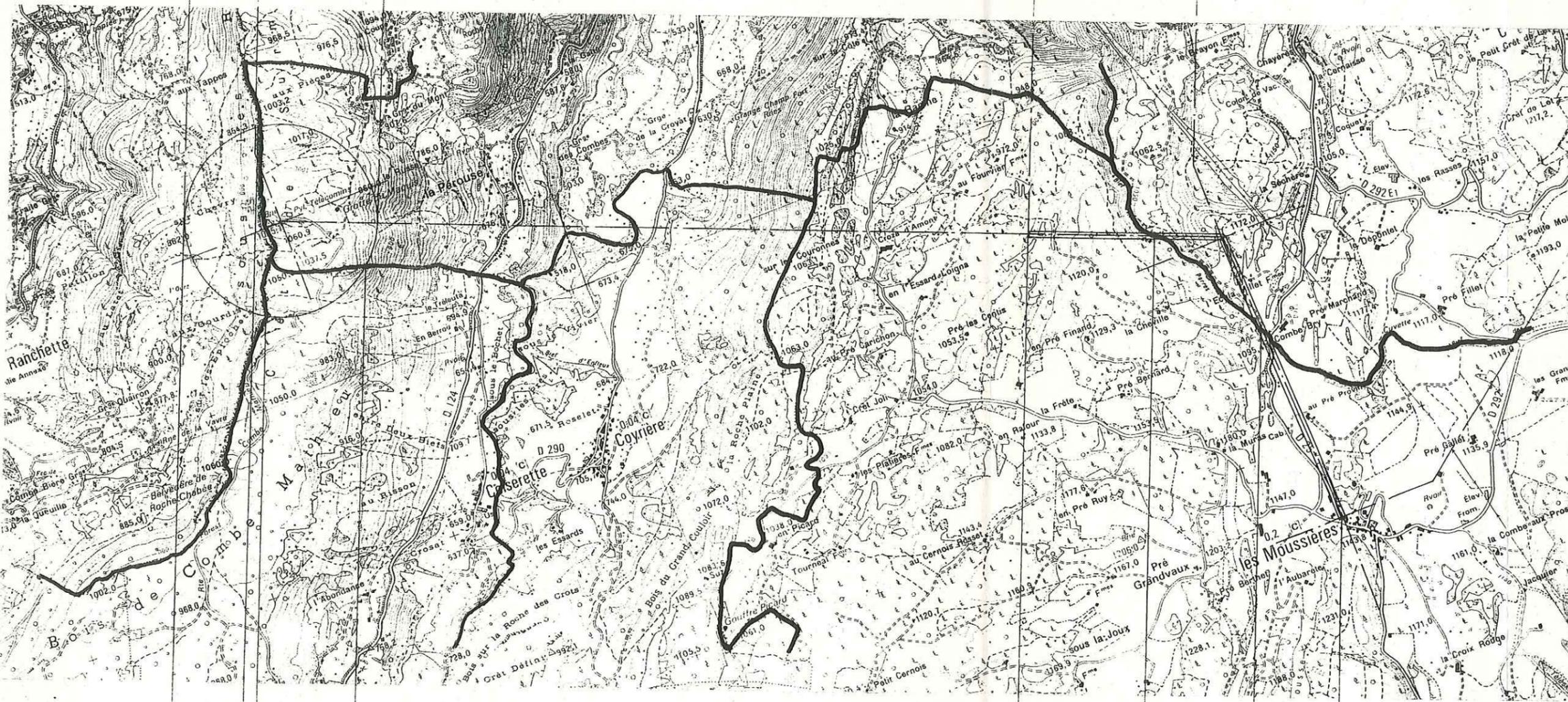
CCT N° 39 22 047

25m / sol

PAS DE SERVITUDE

10m / sol

1143m NGF



S^t CLAUDE

COISERETTE

VILLARD S^t SAUVEUR

LES MOUSSIÈRES

LES MOLUNES

LES MOUSSIÈRES

JURA (39)

Préfecture LONS LE SAUNIER

5. SERVITUDE D'ALIGNEMENT (TYPE EL7)

Servitude attachée à l'alignement des voies nationales, départementales ou communales.

Texte instituant la servitude : plan d'alignement approuvé le 08/08/1891

Servitude de type EL7

Catégorie : II Dd

Ouvrages concernés :

- RD 25 (traversée du village)

Service:

Conseil Général du Jura
17 Rue Rouget de Lisle
39039 LONS LE SAUNIER

6. SERVITUDE DE PROTECTION DES MONUMENTS HISTORIQUES INSCRITS (TYPE AC1)

Mesures de classement et d'inscription prises en application des articles 1^{ers} à 5 de la loi du 31 décembre 1913 modifiée sur les monuments historiques avec l'indication de leur étendue;

Périmètres de protection éventuellement délimités par décrets en Conseil d'Etat en application de l'article 1^{er} (alinéa 2 et 3) de la loi du 31 décembre 1913 autour des monuments historiques classés ou inscrits;

Zones de protection des monuments historiques créées en application de l'article 28 de la loi du 2 mai 1930 modifiée;

Périmètres et protection des monuments historiques classés ou inscrits et portés sur la liste visée ci-dessus, tels qu'ils résultent des dispositions combinées des articles 1^{er} et 13 bis de la loi du 31 décembre 1913.

Textes codifiés: articles L 621-1 à L 621-34 du Code du Patrimoine

Servitude de type AC1

Catégorie : IBa

Ouvrages concernés :

- Ferme « En Tournéal »

Service:

SERVICE DEPARTEMENTAL D'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE

L'Odyssée

13, Rue Louis Rousseau

39016 LONS LE SAUNIER



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION FRANCHE-COMTÉ

Direction régionale
des affaires culturelles
de Franche-Comté

ARRÊTÉ N° 2014-331-0007

**portant inscription au titre des monuments historiques
de la ferme située au lieu-dit « En Tournéal »
aux MOUSSIÈRES (Jura)**

**LE PRÉFET DE LA RÉGION FRANCHE-COMTÉ
PRÉFET DU DOUBS
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

VU le code du patrimoine, livre VI, titres 1 et 2,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les départements et les régions,

La Commission Régionale du Patrimoine et des Sites de Franche-Comté entendue en sa séance du 26 juin 2014,

VU les autres pièces produites et jointes au dossier,

Considérant que la ferme située au lieu-dit « En Tournéal » aux MOUSSIÈRES (Jura) présente au point de vue de l'histoire et de l'art un intérêt suffisant pour en rendre désirable la préservation en raison des caractéristiques de l'ensemble bien représentatives de l'architecture rurale du Haut-Jura au XVIII^e siècle,

ARRÊTE

Article 1 : Est inscrite au titre des monuments historiques, en totalité, la ferme située au lieu-dit « En Tournéal » aux MOUSSIÈRES (Jura), comprenant ferme, grenier fort, fournil, abeiller, citerne et clôture, sur les parcelles numéros 74, 75, 76, et 78, d'une contenance respective de 27a 60ca, 21a 90ca, 57a 20ca et 48a 60ca, figurant au cadastre section A, et appartenant :

- à Monsieur Jean-Paul BARBE, né à DIJON (Côte d'Or), le 3 mai 1940, et son épouse née Arlette, Marie, Germaine BARBE, à RENESCURE (Nord), le 4 mai 1942, et demeurant à 39310 SEPTMONCEL – L'Evalide (Jura).

Les intéressés sont propriétaires :

. des parcelles A75 et A76 par un acte (acquisition) du 24 juin 1970, passé devant Maître Maurice BENOIT-GONIN, notaire à SEPTMONCEL (Jura), et publié au bureau des hypothèques de LONS-LE-SAUNIER (Jura), le 16 juillet 1970, Volume 4249, Numéro 21,

. des parcelles A74 et A78 par un acte (acquisition) du 17 août 1971, passé devant Maître Maurice BENOIT-GONIN, notaire à SEPTMONCEL (Jura), et publié au bureau des hypothèques de LONS-LE-SAUNIER (Jura), le 24 août 1971, Volume 4403, Numéro 38.

Article 2 : Le présent arrêté, dont une copie certifiée conforme sera adressée sans délai au ministre de la culture et de la communication, sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble inscrit et au recueil des actes administratifs de la préfecture de région.

Article 3 : Il sera notifié au préfet du département, au maire de la commune, et aux propriétaires, intéressés, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Fait à Besançon, le 27 NOV. 2014

Copie certifiée Conforme à
l'original

Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
et, par délégation,
Le Conservateur Régional des Monuments Historiques

Pascal MIGNEREY

Pour le Préfet de Région,
Le Secrétaire Général
pour les Affaires Régionales

Eric PIERRAT

7. AUTRE INFORMATION A CARACTERE REGLEMENTAIRE : BOIS ET FORETS SOUMIS AU REGIME FORESTIER

La contenance de la forêt communale des MOUSSIÈRES relevant du régime forestier sur ce territoire est de 3ha70a70ca.

Adresse de l'Agence ONF du JURA :

535 rue Bercaille

BP 424

39006 LONS-LE-SAUNIER